

Aménagement de la circulation des véhicules

Bal du 14 juillet 2023

N° 2023 - 465

ARRÊTÉ TEMPORAIRE

Le Maire de la Ville de CHINON,

Vu, le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2211-1 et suivants,

Vu, le Code de la Route,

Vu, le Code Pénal,

Vu, le Code de la Voirie Routière,

Vu, le Code de la Santé Publique,

Vu, le Code Général de la Propriété des personnes publiques,

Vu, l'Arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié et complété, relatif à la circulation routière,

Vu, le règlement de voirie de la ville de Chinon du 24 juin 2021,

Vu, l'arrêté n° 2023 – 394 en date du 15 Juin 2023, autorisant les débitants de boissons à fermer leurs établissements à 2 h 00 du matin, les nuits du 21 au 22 juin 2023 et 14 au 15 Juillet 2023,

Considérant, le niveau d'alerte nationale VIGIPIRATE sécurité renforcée, risque attentat,

Considérant, que l'organisation d'un bal populaire, à l'occasion du 14 juillet 2023, nécessite, afin d'assurer la sécurité publique, un aménagement de la circulation sur certaines voies et places de CHINON.

Considérant, la requête en date du 4 Juillet 2023 du service Evènementiel de la Ville de Chinon.

ARRÊTE

<u>Article 1</u>: A l'occasion du bal populaire du 14 juillet 2023, <u>la circulation de tout véhicule</u> sera interdite place du Général De Gaulle:

Du Vendredi 14 juillet 2023 - 21 h 00 au Samedi 15 juillet 2023 - 03 h 00.

<u>Article 2</u>: Pendant toute la durée de la manifestation, la sécurisation des voies adjacentes à la Place du Général de Gaulle sera effectuée à l'aide de véhicules placés en travers des voies ou à l'aide des barrières de type Israélienne.

Article 3: A l'occasion de ce bal, la vente de boissons à emporter sera seulement autorisée à l'aide de contenants en cartons notamment dans le cadre de la vente de boissons à emporter par les débitants permanents.

<u>Article 4</u>: Tout stationnement dans la zone indiquée à l'article 1, sera considéré comme gênant en référence à l'article R. 417-10-2-al.10 du Code de la Route.

<u>Article 5</u>: La fourniture, la mise en place, l'entretien, l'enlèvement des barrières et panneaux incomberont entièrement aux Services Techniques Communs, la signalisation du chantier devant être conforme aux dispositions du Code de la Route.

<u>Article 6</u>: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la ville de Chinon ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le tribunal administratif d'Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyens » accessible par le site Internet http://www.telerecours.fr ».

Article 7: Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Chinon, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, Monsieur le Directeur des Services Techniques communs de la CCCVL, Monsieur le Chef de service de la Police Municipale Intercommunale, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Commandant du Centre de Secours Principal de Chinon, pour information.

